

Quelques acquis du nationalisme québécois contemporain

Louis Balthazar

Number 61, March 1986

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/49875ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (print)

1923-5119 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Balthazar, L. (1986). Quelques acquis du nationalisme québécois contemporain. *Québec français*, (61), 24–25.

Quelques acquis du nationalisme québécois contemporain

louis balthazar

Il est difficile aux jeunes de vingt ans de se reporter en arrière, avant leur naissance, pour évaluer sérieusement les acquis du nationalisme québécois. Si pénible que soit leur situation, il ne leur arrive plus, comme cela arrivait à leurs aînés, de se sentir dévalorisés parce qu'ils sont Canadiens français, de ne pouvoir s'exprimer dans leur langue en plein cœur de leur ville natale, d'entendre des dirigeants de compagnie proclamer, comme jadis Donald Gordon du CN, que les francophones du Québec sont inaptes à occuper des postes importants dans la grande entreprise. Pourtant c'était bien là la situation en 1960. Depuis ce temps, le mouvement nationaliste s'est manifesté dans toutes sortes de directions, à temps et à contretemps, pour le meilleur et pour le pire. Il a pu souvent produire des effets pervers, mais pourrait-on nier qu'il a contribué, en très grande part, à donner aux Québécois une plus grande confiance en eux-mêmes, à conférer un statut à la langue française et à créer un véritable réseau économique francophone ?

En affirmant avec ferveur l'identité québécoise, en la situant dans un contexte international et en la disant au monde, le nationalisme du Québec aura inspiré une impressionnante production culturelle, pareille à nulle autre dans notre histoire. Il aura contribué à donner aux Québécois, jadis « nés pour un petit pain », une nouvelle fierté qui les a amenés à s'engager dans toutes sortes de carrières qu'ils se croyaient autrefois interdites. Pour avoir souvent agacé et même irrité les Canadiens de langue anglaise, le nationalisme québécois n'en a pas moins engendré une attention nouvelle du Canada vers le Québec et, le plus souvent, un respect inconnu auparavant pour la culture québécoise.

On peut en dire autant, quoi que à des degrés divers, quant au rayonnement des Québécois dans d'autres pays, en particulier en France et aux États-Unis. Bien sûr, ce rayonnement n'est pas dû qu'au nationalisme. Mais qui oserait nier que la nouvelle fierté nationale n'a pas encouragé beaucoup de Québécois à se produire à l'extérieur ? Aujourd'hui, le statut du Québec est sans doute encore en deçà de ce dont on a rêvé mais les Québécois éprouvent certainement beaucoup plus de confiance en eux-mêmes qu'il y a une vingtaine d'années.

C'est d'ailleurs maintenant un fait accompli. Le Québec est devenu résolument français. En 1960, il était souvent fort difficile de recevoir des services en français dans le centre-ville de Montréal et dans tout l'ouest de la banlieue. Le Québécois francophone devait régulièrement parler anglais dans les restaurants, les grands magasins et les hôtels de la métropole, sans compter qu'il se sentait complètement étranger dans des institutions d'enseignement comme l'Université McGill ou des hôpitaux anglophones. Aujourd'hui, Montréal n'en est pas devenue pour autant une ville française (elle ne le sera jamais) mais elle est une ville où le français est langue d'usage, sans que la langue anglaise ait disparu, loin de là. Les anglophones montréalais se sont mis à apprendre le français et à le parler. La très grande majorité des jeunes anglophones deviennent bilingues dès le bas âge. Les communautés ethniques ont aussi accédé à l'usage du français, les immigrants sont conscients du fait francophone et s'intègrent davantage au secteur francophone.

Des prix ont été payés pour atteindre ce résultat. Quantité d'anglophones ont quitté le Québec, soit qu'ils étaient absolument allergiques à l'apprentissage

du français ou qu'ils déploraient que l'anglais ne soit plus aussi dominant à Montréal, soit qu'ils aient entretenu des appréhensions quant à leur avenir et à leurs chances d'avancement dans un Québec français (ce qui malheureusement reposait sur de fausses perceptions parfois entretenues par des élites anglophones s'appuyant sur certains comportements francophones isolés). Des investissements ont pu être détournés en raison de cette situation, telle que perçue ou telle qu'elle était. Il ne sera jamais facile de faire la part des choses dans le mouvement qui a déplacé le centre de gravité du Canada vers Toronto. Mais il est certain que ce mouvement existait dès les années soixante, indépendamment du nationalisme québécois.

Le Québec aurait-il pu devenir français tout en faisant l'économie de ces coûts ? Peut-être. Mais il paraît plutôt impensable que le Québec ait pu devenir aussi résolument français sans une législation linguistique. Combien d'anglophones montréalais n'avaient pas encore perçu le message du nationalisme québécois avant que la Charte de la langue française soit appliquée ? Il fallait sans doute donner un grand coup, de façon un peu excessive, pour qu'un certain ordre de choses soit rétabli, en fonction des exigences de la majorité francophone.

Grâce à la loi 101, et en dépit de la charcuterie constitutionnelle qu'on lui a fait subir, la langue française est devenue langue de communication au Québec. Il est maintenant pratiquement impossible d'évoluer dans l'univers social québécois, à quelque niveau que ce soit, sans une connaissance minimale de la langue française. C'était là un objectif du nationalisme, et il a été atteint.

Peut-être plus significatifs, sinon spectaculaires, sont les résultats obtenus en matière économique. Le nationalisme québécois, dès ses premières manifestations, s'était nettement orienté vers une sorte de conquête économique, opérant par là une véritable révolution par rapport au passé canadien-français. Des instruments particuliers furent mis sur pied, comme la Société générale de financement, pour venir en aide à l'entreprise québécoise et stimuler son développement. En 1962, la campagne

électorale menée avec des slogans aussi nationalistes que « Maîtres chez nous » et « L'électricité, la clef de notre émancipation économique », aboutit à la nationalisation de toutes les compagnies privées appliquées à l'exploitation des ressources hydro-électriques.

Cette politique d'inspiration nationaliste fut considérée par certains comme non rentable pour l'ensemble de la population québécoise et ne devant profiter qu'aux classes moyennes. Il est sans doute vrai que le nationalisme québécois, comme la plupart des nationalismes de ce genre en Occident, a servi les intérêts d'une bourgeoisie locale. Mais peut-on croire que l'absence de politiques nationalistes (par exemple, si le gouvernement n'avait pas nationalisé les compagnies d'électricité) aurait nécessairement favorisé les travailleurs ?

Quoi qu'il en soit, on ne saurait envisager une opération comme celle de la nationalisation de 1963 au simple niveau comptable. La consolidation de l'Hydro-Québec a visé et atteint des résultats qui allaient bien au-delà d'une bonne affaire. Désormais, une corporation géante existait au Québec et serait contrôlée par une majorité de francophones. Des voies étaient ouvertes à des administrateurs, des ingénieurs de langue française dans une grande entreprise qui allait faire la fierté des Québécois. L'Hydro-Québec, dont la réputation et le crédit auprès des milieux financiers nord-américains et internationaux n'ont jamais flanché, devenait une preuve vivante de l'aptitude des Québécois francophones à gérer une grande compagnie.

La Caisse de dépôt et placements, une autre institution créée en 1965 dans la ferveur nationaliste de la Révolution tranquille, devait aussi contribuer consi-

dérablement à l'essor économique du Québec en permettant des prises de contrôle de certaines entreprises importantes par des Québécois francophones. Dans la même veine, des sociétés comme SIDBEC, SOQUEM, REXFOR, SOQUIP et d'autres permettaient à des Québécois de trouver une place au soleil dans le monde des affaires et de l'industrie.

Jusqu'au milieu des années soixante-dix, c'est surtout dans le secteur public et celui des corporations autonomes régies par le gouvernement que les administrateurs québécois se sont illustrés. Ainsi, vers 1970, la grande majorité des diplômés des écoles d'administration des universités francophones se dirigeaient vers les entreprises de type public. Le réseau économique de l'entreprise privée demeurait, en bonne part, un univers anglophone où des jeunes francophones se sentaient plus ou moins à l'aise.

Peu à peu, cependant, sans doute à la faveur du grand mouvement de francisation des entreprises lancé par la législation linguistique, les francophones ont effectué une percée dans les secteurs financier, commercial et industriel. Vers 1980, la majorité des étudiants sortant des facultés d'administration s'orientaient dorénavant du côté de l'entreprise privée. On a assisté aussi, depuis la fin des années soixante-dix, à un exode des cadres de la fonction publique ou des corporations autonomes de l'État vers l'entreprise privée.

En conséquence, il existe maintenant un véritable réseau économique francophone, la langue française est une langue largement utilisée dans les milieux d'affaires de Montréal. C'est là, sans aucun doute, un résultat net des grandes opérations menées par l'État québécois dans une atmosphère nationaliste. Le

nationalisme québécois aura donc contribué à constituer une nouvelle classe sociale au Québec francophone : celle des hommes et des femmes d'affaires. Aux élites traditionnelles des professions libérales s'étaient ajoutées, à la faveur de la révolution tranquille, celles des grands commis de l'État et des enseignants. Désormais, il faut inscrire les élites d'affaires comme étant un des groupes les plus influents, sinon le plus influent et prestigieux de la société québécoise. À cet égard, la configuration sociale du Québec ressemble maintenant davantage à celle du Canada anglais et des États-Unis.

Le nationalisme québécois, issu de couches sociales particulières (enseignants, fonctionnaires, artistes), aura donc produit cet effet de constituer une nouvelle classe sociale dans un univers où il était presque étranger. Ce processus engendre une sorte d'effet de rétroaction sur le nationalisme lui-même. Les membres de la nouvelle classe, imbus d'une philosophie individualiste bien propre à leur milieu, n'ont pas tendance à reconnaître qu'ils doivent beaucoup au nationalisme ni à valoriser le phénomène comme d'autres classes le faisaient.

Serait-ce donc que le nationalisme est un mouvement qui tend à s'évanouir, une fois atteints les objectifs qu'il s'était donnés ? Un Québec plus confiant, plus français et plus économique serait moins nationaliste qu'un Québec aliéné. Dans une certaine mesure, cela est bien vrai et force est de le constater. Mais la situation n'est pas aussi simple. Les objectifs ne sont pas atteints de façon définitive ; de telle sorte que le nouvel équilibre peut sécréter à son tour une nouvelle forme de nationalisme ou tout au moins prolonger les anciennes formes dans ce qu'elles ont de plus modéré.

UN GUIDE COMPLET POUR LES DÉBUTANTS

- PRÉPARATION
- SCÉNARISATION
- RÉALISATION
- PRÉSENTATION
- ÉVALUATION

BON DE COMMANDE

Nom

Adresse Code postal


Veuillez me faire parvenir:

Qté	Prix	Total
_____	_____	_____ \$

Réussir son diaporama, Francine Girard

12,95

\$

 **la lignée**

Éditeur et distributeur.

Aucuns frais de port et de manutention


si votre paiement accompagne la commande (chèque ou mandat).

C.P. 389 Beloeil, QC J3G 5S9 Tél.: (514) 467-6641

Francine Girard

*Réussir
son diaporama*

Un guide d'apprentissage

 la lignée